



COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE
GEMEENTE SINT-AGATHA-BERCHEM

CONSEIL COMMUNAL DU 7 DÉCEMBRE 2015
GEMEENTERAAD VAN 7 DECEMBER 2015

REGISTRE
REGISTER

Présents Aanwezig	Joël Riguelle, <i>Bourgomestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ; Jean Marie Colot, Michaël Vander Mynsbrugge, Vincent Riga, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt, <i>Echevins/Schepenen</i> ; Monique Dupont, Peter Decabooter, Christian Boucq, Marc Ghilbert, Marie Kunsch, Chantal Duboccage, Said Chibani, Luc Demullier, Ndongo Diop, Vincent Lurquin, Yon nec Polet, Katia Van den Broucke, Nicolas Pantidis, François Robe, Dirk Moors, Maude Van Gyseghem, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Philippe Rossignol, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés Verontschuldigd	Stéphane Tellier, Marc Vande Weyer, <i>Echevins/Schepenen</i> ; Marc Hermans, Fatiha Metiouï-Amanzou, Nicolas Stassen, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jean-François Culot, <i>Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW</i> .

Ouverture de la séance à 20:10
Opening van de zitting om 20:10

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

07.12.2015/A/0001 **Création de l'asbl BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid -
Approbation des statuts**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;
Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
Considérant le programme de Coopération Internationale Communale et le partenariat, particulièrement actif avec la Commune de Grand-Dakar;
Considérant l'intérêt porté par le secteur associatif berchemois actif en matière de solidarité Nord/Sud;
Considérant que la création d'une asbl, instituée sous le contrôle du Conseil communal, permettra le soutien à des projets hors rayonnement du programme de CIC;
Considérant les possibilités de projets initiés au départ de Berchem-Sainte-Agathe par l'administration communale ou en soutien des associations locales dans des domaines de la santé, de l'aide aux personnes ou de la formation professionnelle pour ne citer que ces domaines;
Considérant l'importance humaine de tels projets dans ces régions plus défavorisées;

ARRETE ce qui suit:

Article unique:

Les statuts de l'asbl BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid, sont

approuvés:

"ASBL BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid"

STATUTS

Il est convenu entre les soussignés ... (nom, prénom, domicile)

- *RIGUELLE Joël, Avenue Evariste De Meersman 56 à 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *BOUCQ Christian, Rue de l'Eglise 72 à 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *DUBOCCAGE Chantal, Avenue de Koekelberg 14 à 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *DUPONT Monique, Avenue Josse Goffin 13 à 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *GHILBERT Marc, Rue du Maraîcher 26 à 1082-Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *PENING Jean-Luc, 't Hof te Overbeke 15 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *HUBLART Thérèse, Avenue du Roi Albert 47 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, de nationalité belge*
- *... d'Oxfam Berchem-Sainte-Agathe*

de constituer une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921, dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

CHAPITRE I - Dénomination, siège social

Article 1 - Dénomination

L'association sans but lucratif prend pour dénomination: « ASBL BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid » (ci-après: "l'association").

Article 2 - Siège social

L'association a son siège social dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Il est établi à l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe, avenue du Roi Albert 33, à 1082 Berchem-Sainte-Agathe.

Article 3

Le siège de l'association peut être transféré à tout autre endroit sur le territoire de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des membres présents et valablement représentés.

CHAPITRE II - Objet, durée de l'association

Article 4 - But

L'association a pour but de coordonner et de proposer des actions de sensibilisation à la population berchemoise concernant:

1. la coopération internationale au développement et les thèmes en relation (l'éducation au développement, le respect des droits humains, santé, travail, scolarité, ...),
 2. les difficultés et les conditions de vie des pays du sud pour viser à la sensibilisation sur l'importance de la solidarité internationale et ses enjeux ainsi que la possibilité d'engagement des citoyens berchemois dans cet objectif.
- L'association a également pour mission d'identifier les problématiques et de stimuler les engagements des acteurs locaux en matière de solidarité internationale et d'apporter son aide.
 - A ce titre elle peut offrir son soutien ou être à l'origine de différents projets de coopération internationale ou de sensibilisation à la solidarité internationale.
 - Pour mener à bien son objet social, l'association pourra répondre aux appels à projet et souscrire aux programmes d'aide émanant d'autres autorités en coordination avec la Commune. Elle pourra soutenir d'autres associations actives en matière de solidarité internationale et pourra organiser tous les partenariats qu'elle jugera utile pour atteindre ses objectifs.
 - Les activités, les programmes, les projets peuvent être organisés avec l'aide des autorités européennes, fédérales, régionales, et/ou communautaires, locales et en collaboration avec des ONG, des asbl et des tiers.
 - L'association pourra organiser autant de réunions de travail nécessaires à la poursuite de son objet social et pourra y rassembler autant acteurs actifs en matière de coopération qu'elle jugera utile.

Article 5

L'association peut accomplir toute opération juridique et accorder son aide par tout moyen à des personnes physiques ou morales poursuivant les mêmes buts ou dont l'activité contribuerait ou pourrait contribuer à la réalisation de ceux-ci.

Article 6

L'association peut disposer de tous les moyens et accomplir tous les actes nécessaires, directement ou indirectement, à la réalisation de son objet. L'association peut bénéficier de la mise à disposition de biens ou de personnel par l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe.

Article 7 - Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute par l'assemblée générale.

CHAPITRE III - Membres de l'association

Article 8

L'association est composée de membres effectifs et de membres observateurs. Seuls les membres effectifs ont droit de vote.

Les membres effectifs sont les membres fondateurs, les membres de droits et les membres associatifs.

Les membres observateurs sont les membres désignés à ce titre par le Conseil communal. Les observateurs siègent avec voix consultatives.

Article 9

Les membres de droit sont les membres désignés par le Conseil communal.

Les membres associatifs sont les membres d'associations berchemoises reconnues comme associations communales ou en phase de l'être ou de membres berchemois issus de la société civile actifs dans le domaine de l'objet de l'association.

Les membres de droit sont désignés par le Conseil communal à raison d'un délégué par deux élus du Conseil communal, élus sur la même liste tel qu'il apparaît aux dernières élections. Si le nombre issus d'une même liste est impair, le nombre de délégués est arrondi à l'unité supérieure. Si la qualité de conseiller communal n'est pas exigée pour être délégué, l'appartenance politique du membre fondateur est pris en compte dans le calcul du nombre de siège.

Les membres associatifs sont élus par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration. Les candidatures des membres associatifs doivent être déposées par écrit auprès du Président du Conseil d'administration. Les candidatures comprendront une déclaration motivée énonçant que les conditions d'admission sont rencontrées ou en voie de l'être par le candidat.

Article 10 - Cotisations

Les membres ne sont astreints à aucun droit d'entrée, ni aucune cotisation.

Article 11 - Durée du mandat

La durée du mandat des membres est identique à la durée d'une législature communale.

Les mandats expirent de plein droit le 1^{er} jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel les élections communales ont été organisées.

Les mandats des membres sont renouvelables.

Article 12 - Démission – exclusion - décès

Tout membre est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission par écrit au président du conseil d'administration.

L'exclusion ou la suspension d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale, statuant au scrutin secret et à la majorité des 2/3 des voix des membres présents ou valablement représentés.

Article 13

Le membre démissionnaire, suspendu, ou exclu, ainsi que les héritiers et ayants droit du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires.

Article 14 - Registre des membres

Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres de l'association indiquant leurs noms, prénoms, et domiciles conformément à la loi du 27 juin 1921.

Toutes les décisions d'admission, de démission, de suspension ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du conseil d'administration dans les huit jours de la connaissance desdites décisions.

Une copie du registre des membres sera déposée au greffe du Tribunal de Commerce

de Bruxelles, conformément à la loi du 27 juin 1921.

CHAPITRE IV - Assemblée générale

Article 15 - Composition

L'assemblée générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le président du Conseil d'administration ou, s'il est absent, par le vice-président ou par le plus âgé des administrateurs présents.

Article 16 - Réunions

L'assemblée générale tient au moins deux réunions par an, la première au plus tard six mois après la clôture de l'exercice afin d'examiner et d'approuver les comptes de l'exercice écoulé, et la seconde avant le 31 décembre afin d'approuver le budget de l'exercice suivant.

Un rapport d'activités relatif à l'exercice écoulé sera présenté annuellement à l'approbation des membres de l'association et transmis au Conseil communal.

Article 17

L'assemblée générale peut également être convoquée à tout moment par décision du conseil d'administration.

Elle doit être réunie lorsqu'un cinquième au moins des membres ayant droit de vote en fait la demande.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration dans les cas prévus par la loi ou les statuts ou lorsqu'un cinquième au moins des membres en fait la demande.

Dans ce dernier cas, à défaut de dispositions statutaires, le conseil d'administration convoque l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation. L'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande.

Article 18

La convocation à l'assemblée générale est envoyée aux membres par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par deux administrateurs, par courrier électronique adressée au moins quinze jours calendrier avant l'assemblée. La convocation peut également être adressée par courrier postal sur demande formulée auprès du président du conseil d'administration.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.

Les réunions se tiennent au jour, à l'heure et au lieu mentionnés dans la convocation.

Toute proposition signée par le vingtième des membres ayant droit de vote doit également être portée à l'ordre du jour.

Article 19

Sauf dans les cas prévus par la loi du 27 juin 1921, l'assemblée générale peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour si cette demande recueille l'approbation de la moitié au moins des membres ayant droit de vote présents ou représentés.

Article 20

Les membres de l'association qui ne peuvent assister à une réunion peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un autre membre. Chaque mandataire ne peut être porteur que d'une procuration par réunion.

Article 21

Tous les membres ont un droit de vote égal à l'assemblée générale.

Article 22

Les décisions sont adoptées à la double majorité des voix des membres présents ou valablement représentés des deux chambres, publiques et privées, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Les votes nuls ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités.

Article 23 - Procès-verbaux

Les réunions de l'assemblée générale font l'objet d'un procès-verbal signé par le président du conseil d'administration ou la personne qui le remplace et un administrateur. Les procès-verbaux sont conservés au siège de l'association, où ils peuvent être consultés sur simple demande écrite par toute personne justifiant d'un intérêt légitime.

Article 24 - Pouvoirs

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Sont réservés à sa compétence:

- *La modification des statuts*
- *La nomination et la révocation des administrateurs*
- *La nomination et la révocation des vérificateurs aux comptes et la fixation de leur rémunération au cas où elle leur est attribuée*
- *La décharge à octroyer aux vérificateurs aux comptes*
- *La décharge à octroyer aux administrateurs*
- *L'approbation des budgets et des comptes*
- *La conclusion d'emprunts*
- *Les admissions et exclusions des membres*
- *La dissolution volontaire de l'association.*
- *Fixer le règlement d'ordre intérieur (ROI)*

Article 25

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres.

Une modification des statuts ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou valablement représentés à la première réunion, il en sera convoqué une seconde, qui peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

CHAPITRE V - Conseil d'administration

Article 26 - Composition

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de 3 membres au minimum, désigné par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration comprend une chambre publique et une chambre privée. La chambre publique est composée de membres de droit, en comptant un membre par fraction de trois conseillers, élus sur une liste, tel qu'il apparaît aux dernières élections.

La chambre privée est composée au maximum d'un nombre de membres inférieur d'un membre au nombre de représentant de la chambre publique.

Article 27

Les administrateurs sont libres de démissionner à tout moment, par courrier recommandé adressé au président du conseil d'administration. La démission est effective à l'issue de l'assemblée générale nommant un successeur.

Article 28

En cas de vacance d'une place d'administrateur ou de vérificateur aux comptes, les administrateurs restants et les vérificateurs aux comptes réunis ont le pouvoir d'y pourvoir provisoirement. Dans ces cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion qui suit cette cooptation, procède à l'élection définitive pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat.

Article 29

Le conseil d'administration désignera un(e) président(e) parmi les membres composant la chambre publique du conseil d'administration et désignera parmi ses membres, un(e) secrétaire et un(e) trésorier(e).

Article 30 - Gratuité du mandat

Le mandat d'administrateur de l'association est gratuit.

Article 31 - Réunions

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, sauf délégation de cette compétence à un autre membre.

Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige.

Article 32

La convocation doit être faite par mail dans un délai de huit jours calendriers au moins avant la date prévue pour la réunion. Elle mentionnera l'ordre du jour. La convocation peut également être adressée par courrier postal sur demande formulée auprès du président du conseil d'administration. Le procès-verbal de la séance précédente est joint à la convocation.

Article 33

Le conseil d'administration délibère valablement lorsque la moitié des membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans la huitaine. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre d'administrateur présents ou représentés.

Article 34

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix, avec obligation de rencontrer la double majorité des deux chambres privées et publiques. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 35

Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans un procès-verbal inscrit dans un registre tenu au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président ou la personne qui le remplace et un administrateur.

Le procès-verbal est approuvé à la séance suivante.

Article 36 - Pouvoirs

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires de l'association.

Tous ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi et les statuts est de sa compétence.

Article 37 - Bureau

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un bureau composé d'un(e) vice-président(e), un(e) trésorier(e) et un(e) secrétaire. Il peut également désigner un(e) secrétaire adjoint(e) et un(e) trésorier adjoint(e).

Le bureau est présidé par le président du conseil d'administration.

Article 38

Le conseil d'administration délègue au bureau, sous sa responsabilité, la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion.

Il peut également déléguer des pouvoirs spéciaux à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, agissant soit individuellement, soit conjointement, soit en collège.

La décision de délégation doit être prise à l'unanimité des administrateurs présents ou valablement représentés. Elle précise la manière d'exercer les pouvoirs délégués.

Les administrateurs agissent, sauf délégation spéciale, en collège.

Article 39

Sauf dérogations légales ou statutaires, l'association est valablement représentée dans tous les actes ou en justice par son président. En tant qu'organe, il n'aura pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable ou d'une procuration du conseil d'administration.

Article 40

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association. Sauf cas de dol ou de fautes répétées, leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et aux fautes commises dans leur gestion.

Article 41

La démission ou la révocation d'un administrateur met fin à tout pouvoir délégué par le conseil d'administration.

Article 42 - Observateurs permanents

Les observateurs permanents sont invités et assistent avec voix consultative aux délibérations du Conseil d'administration.

Article 43 - Vérification des comptes

La gestion du conseil d'administration est surveillée par deux vérificateurs aux comptes nommés pour un an maximum par l'assemblée générale. Cette nomination

peut être renouvelée.

Les vérificateurs aux comptes ont un droit illimité de contrôle et de surveillance.

Ils peuvent prendre connaissance sans déplacement de toutes les écritures de l'association. Ils soumettront à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils estiment convenables.

CHAPITRE VI – Règlement d'ordre intérieur

Article 44

Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Ce règlement comprendra notamment les modalités pratiques de nomination des membres de la chambre privée de l'assemblée générale prévu à l'article 9.

CHAPITRE VII - Dispositions finales

Article 45 - Mentions légales

Tous les actes, documents, annonces, publications quelconques et autres pièces émanant de l'association mentionneront le nom de l'association suivi de l'indication "asbl".

Article 46 - Exercice social

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Article 47 - Dissolution

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs et déterminera leurs pouvoirs.

L'actif net de l'association dissoute sera transmis à l'administration communale de Berchem-Sainte-Agathe, à charge pour cette dernière de l'affecter à des activités entrant dans les buts poursuivis par l'association.

Article 48 - Dispositions applicables

Tout ce qui n'est pas expressément prévu par les présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif et les arrêtés pris pour son exécution."

CHAPITRE VIII – Dispositions transitoires

Article 49

Immédiatement après avoir constitué l'association et avoir accepté les présents statuts, l'assemblée générale réunie le xxx a décidé de nommer en qualité d'administrateurs et en application de l'article 26 des statuts, Mesdames, Messieurs:

Pour la chambre privée

Nom, prénom, adresse, date de naissance

....

Pour la chambre publique

Nom, prénom, adresse, date de naissance

....

Article 50

Réuni le xxx, le conseil d'administration a désigné:

xxx, en qualité de président

xxx, en qualité de vice-président

xxx, en qualité de trésorier

xxx, en qualité de secrétaire"

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 21 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Luc Demullier.

**Oprichting van de vzw BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid -
Goedkeuring van de statuten**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gezien de wet van 27 juni 1921 aangaande de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

Overwegende het Internationale Gemeentelijke Samenwerkingsprogramma en de bijzondere actieve samenwerking met de Gemeente Grand-Dakar;

Overwegende de getoonde interesse van de Berchemse verenigingssector actief op het gebied van de solidariteit Noord/Zuid;

Overwegende dat de oprichting van een vzw, onder toezicht van de Gemeenteraad, de projecten buiten het programma van het IGS zal kunnen ondersteunen;

Overwegende de mogelijkheden van de projecten, voorbereid door het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem of de ondersteuning van lokale verenigingen op het gebied van gezondheid, bijstand aan personen of beroepsopleiding, om er maar een paar te vernoemen;

Overwegende het menselijk belang van zulke projecten in die kansarme regio's;

BESLUIT wat volgt:

Enig artikel:

De statuten van de VZW BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid worden goedgekeurd:

"VZW BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid

STATUTEN

Tussen de ondergetekenden ... (naam, voornaam, woonplaats)

• RIGUELLE Joël, Evariste De Meersmanlaan 56 te 1082 Sint-Agatha-Berchem,
Belgische nationaliteit

• BOUCQ Christian, Kerkstraat 72 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Belgische

nationaliteit

- DUBOCCAGE Chantal, Koekelberglaan 14 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Belgische nationaliteit
- DUPONT Monique, Josse Goffinlaan 13 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Belgische nationaliteit
- GHILBERT Marc, Groenteboerstraat 26 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Belgische nationaliteit

- PENING Jean-Luc, 't Hof te Overbeke 15 te 1082 Sint-Agathe-Berchem, Belgische nationaliteit
- HUBLART Thérèse, Koning Albertlaan 47 te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Belgische nationaliteit
- ... van Oxfam Sint-Agatha-Berchem, Belgische nationaliteit

wordt ingestemd met de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, en er de statuten als volgt van vast te leggen:

HOOFDSTUK I - Benaming, maatschappelijke zetel

Artikel 1 - Benaming

De vereniging zonder winstoogmerk draagt de naam: "VZW BERCHEM SOLIDARIT-E-IT Nord-Sud / Noord-Zuid" (hierna: "de vereniging").

Artikel 2 - Maatschappelijke zetel

De vereniging heeft haar zetel in het gerechtelijk arrondissement Brussel. Hij is gevestigd bij het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem, Koning Albertlaan 33 te 1082 Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 3

Mits beslissing van de algemene vergadering bij twee derde meerderheid van de aanwezigen en geldig vertegenwoordigde stemmen, kan de zetel verplaatst worden naar elke andere plaats op het grondgebied van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.

HOOFDSTUK II - Doel, duur van de vereniging

Artikel 4 - Doel

De vereniging heeft als doel sensibiliseringsacties te coördineren en voor te stellen aan de Berchemse bevolking betreffende

1. *de internationale ontwikkelingssamenwerking en de aanverwante thema's (opleiding in ontwikkeling, respect voor de mensenrechten, gezondheid, werk, onderwijs,...),*
 2. *de moeilijkheden en de levensomstandigheden van de zuidelijke landen om te streven naar de bewustwording van het belang van internationale solidariteit en zijn uitdagingen evenals de mogelijkheid tot betrokkenheid van de Berchemse inwoners bij deze doelstelling.*
-
- *De vereniging wil ook proberen om de problematiek te identificeren en de verbintenissen van de lokale actoren op gebied van internationale solidariteit te stimuleren en wil hiervoor haar hulp aanbieden.*

- Als dusdanig kan zij ondersteuning bieden of aan de basis liggen van verschillende internationale samenwerkings- of sensibiliseringssprojecten van de internationale solidariteit.
- Voor het goed uitvoeren van haar sociale doelstelling kan de vereniging, in samenwerking met de Gemeente, antwoorden op aanbestedingen en zich beroepen op hulpprogramma's van andere autoriteiten. Zij kan andere verenigingen die actief zijn op het gebied van internationale solidariteit ondersteunen en kan alle associaties die zij nodig acht om haar objectieven te behalen, organiseren.
- De activiteiten, de programma's, de projecten kunnen georganiseerd worden met de help van de Europese, federale, regionale en/of communautaire autoriteiten, en in samenwerking met de lokale NGO's, verenigingen en derden.
- De vereniging mag zoveel werkvergaderingen organiseren die zij nodig acht voor de verwezenlijking van haar sociale doelstellingen en kan zoveel als nodig actieve actoren op het gebied van samenwerking verzamelen.

Artikel 5

De vereniging kan alle juridische transacties uitvoeren en bijstand verlenen aan fysieke of morele personen met dezelfde doelen of waarvan de activiteiten bijdragen tot het realiseren van deze.

Artikel 6

De vereniging mag voor de realisatie van haar doel over alle middelen beschikken en alle noodzakelijke besluiten uitvoeren, direct of indirect. Om haar sociale doelstelling te bereiken, kan de vereniging genieten van de ter beschikkingstelling van goederen of personeel door het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem.

Artikel 7 - Duur

De vereniging is opgericht voor onbepaalde duur. Ze kan te allen tijde worden ontbonden door de algemene vergadering.

HOOFDSTUK III - Leden van de vereniging

Artikel 8

De vereniging is samengesteld uit effectieve leden en waarnemers. Enkel de effectieve leden hebben stemrecht.

De effectieve leden zijn de oprichtende leden, de leden van rechtswege en de associatieve leden.

De waarnemers zijn door de gemeenteraad benoemd als dusdanige leden. De waarnemers zetelen met raadgevende stem.

Artikel 9

De leden van rechtswege zijn de leden die verkozen werden door de gemeenteraad.

De associatieve leden zijn de leden van de erkende Berchemse verenigingen of in fase van opstarting en leden van maatschappelijke organisaties die actief zijn op het gebied van het doel van de vereniging.

De leden van rechtswege worden verkozen door de gemeenteraad met één afgevaardigde per twee verkozenen van de gemeenteraad, verkozen op dezelfde lijst zoals verschenen tijdens de laatste verkiezingen; Indien het aantal verkozen leden van eenzelfde lijst onpaar is, wordt het aantal leden afgerond naar een hogere eenheid.

Indien de hoedanigheid van gemeenteraadslid niet vereist is om afgevaardigde te kunnen zijn, wordt de politieke aanhorigheid van het stichtend lid in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal zetels.

De associatieve leden worden door de algemene vergadering op vraag van de raad van bestuur verkozen. De kandidaturen van de associatieve leden moeten schriftelijk worden ingediend bij de voorzitter van de raad van bestuur. De kandidaturen bevatten een gemotiveerde verklaring waarin door de kandidaat aan de toelatingseisen wordt voldaan of waarin deze op het punt staat aan deze te voldoen.

Artikel 10 - Bijdragen

De leden zijn niet onderworpen aan toegangsgeld noch aan lidgeld.

Artikel 11 - Duur van het mandaat

Het mandaat van de leden is hetzelfde als de duur van een gemeentelijke legislatuur. De mandaten verlopen van rechtswege op de eerste dag van de vierde maand die volgt op diegene tijdens dewelke de gemeenteradsverkiezingen werden georganiseerd. Het mandaat is hernieuwbaar.

Artikel 12 - Ontslag – uitsluiting - overlijden

Elk lid kan op elk moment een einde stellen aan zijn mandaat door zijn ontslag schriftelijk mede te delen aan de voorzitter van de raad van bestuur. De uitsluiting of het ontslag van een lid kan enkel uitgesproken worden door de algemene vergadering, na geheime stemming en met een 2/3 meerderheid der stemmen van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde leden.

Artikel 13

Het ontslagnemend lid, geschorst of uitgesloten, evenals de erfgenamen of rechthebbenden van overleden leden, hebben geen enkel recht op het sociaal fonds. Zij kunnen geen aanspraak maken of verzoeken om verklaringen over lijsten, rekeningen, verzegelingen of inventarissen.

Artikel 14 - Ledenregister

De raad van bestuur houdt een register van de leden bij op het adres van de zetel van de vereniging dat vermelding maakt van hun naam, voornaam en woonplaats overeenkomstig de wet van 27 juni 1921.

Alle beslissingen betreffende de toetreding, het ontslag of de uitsluiting van de leden worden in dit register opgenomen door toedoen van de raad van bestuur binnen de acht dagen volgend op de kennisname van deze beslissingen.

Een kopie van het ledenregister zal worden neergelegd bij de griffie van de Rechtbank van Koophandel van Brussel, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921.

HOOFDSTUK IV - Algemene vergadering

Artikel 15 - Samenstelling

De algemene vergadering is samengesteld uit alle leden. Ze wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens afwezigheid, door de vice-voorzitter of de oudste der aanwezige bestuurders.

Artikel 16 - Vergaderingen

De algemene vergadering houdt minstens twee vergaderingen per jaar, de eerste ten laatste zes maanden na de afsluiting van het boekjaar teneinde de rekeningen van het

voorbije jaar te onderzoeken en goed te keuren, en een tweede vóór 31 december teneinde de begroting voor het volgend boekjaar goed te keuren.

Er zal jaarlijks een activiteitenverslag voorgesteld worden van het voorbije werkjaar ter goedkeuring door de leden van de vereniging en overgemaakt worden naar de Gemeenteraad.

Artikel 17

De algemene vergadering kan eveneens op elk moment bijeengeroepen worden per beslissing van de raad van bestuur.

Ze moet samengeroepen worden wanneer één vijfde van de stemgerechtige leden zulks vraagt.

De algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur, zoals bepaald door de wet of de statuten of wanneer ten minste één vijfde van de leden daarom verzoekt.

In het laatste geval, bij gebrek aan statutaire bepalingen, roept de raad van bestuur, binnen de eenentwintig dagen na de oproeping, de algemene vergadering bijeen. De algemene vergadering wordt uiterlijk op de veertigste dag na het verzoek gehouden.

Artikel 18

De bijeenroeping tot de algemene vergadering wordt aan de leden verstuurd door de voorzitter van de raad van bestuur, of bij diens afwezigheid, door twee bestuurders, per elektronische brief, ten minste vijftien dagen voor de vergadering. De oproepingsbrief kan eveneens, op vraag aan de voorzitter van de raad van bestuur, per gewone brief bezorgd worden.

De oproepingsbrief vermeldt de dagorde.

De vergaderingen zullen plaatsvinden op de dag, het uur en de plaats vermeld in de oproepingsbrief.

Elk voorstel dat door minstens één twintigste van de effectieve leden wordt ondertekend, moet eveneens op de dagorde komen.

Artikel 19

Tenzij in de gevallen voorzien door de wet van 27 juni 1921, kan de algemene vergadering slechts rechtsgeldig beraadslagen over punten die niet op de dagorde werden geplaatst indien deze aanvraag de goedkeuring krijgt van minstens de helft van de effectieve of geldig vertegenwoordigde leden.

Artikel 20

De leden van de vereniging die niet kunnen deelnemen aan een vergadering, kunnen zich in de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een ander lid. Elke mandataris kan slechts houder zijn van één volmacht per zitting.

Artikel 21

Alle leden hebben gelijk stemrecht in de algemene vergadering.

Artikel 22

De beslissingen worden genomen bij dubbele meerderheid van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde stemmen vertegenwoordigd door de twee kamers, openbare en besloten, behalve wanneer anders werd beslist bij wet of in onderhavige statuten. In geval van verdeeldheid der stemmen is de stem van de voorzitter of de bestuurder die hem vervangt doorslaggevend.

Ongeldige stemmen en onthoudingen worden niet in aanmerking genomen voor de

berekening van de meerderheid.

Artikel 23 - Processen-verbaal

De algemene vergaderingen zijn het onderwerp van een proces-verbaal ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of de persoon die hem vervangt en een beheerder.

De processen-verbaal wordt bewaard op de zetel van de vereniging waar de leden er kennis van kunnen nemen op eenvoudige schriftelijke vraag gericht aan de voorzitter.

Artikel 24 - Bevoegdheden

De algemene vergadering heeft de soevereine bevoegdheid van de vereniging. Ze heeft meer bepaald volgende bevoegdheden:

- De wijziging der statuten
- De benoeming en herroeping van de bestuurders
- De benoeming en herroeping van diegenen die aangesteld zijn om de rekeningen te controleren en de vaststelling van hun bezoldiging wanneer deze voorzien is
- Kwijting te geven aan diegenen die aangesteld zijn om de rekeningen te controleren
- Kwijting te geven aan de bestuurders
- De goedkeuring van begrotingen en rekeningen
- Het afsluiten van leningen
- De aanwervingen en uitsluitingen van leden
- De vrijwillige ontbinding van de vereniging
- Vastleggen van het huishoudelijk reglement (RIO)

Artikel 25

De algemene vergadering kan slechts geldig beraadslagen over de ontbinding van de vereniging of de wijziging van de statuten indien dit speciaal vermeld is in de oproeping en indien de vergadering vertegenwoordigd is door minstens twee derde van de leden.

Geen enkele wijziging aan de statuten kan aangebracht worden dan bij een tweederde meerderheid van de stemmen van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde leden. Indien tweederde van de leden niet aanwezig zijn of geldig vertegenwoordigd zijn tijdens de eerste vergadering, zal een tweede vergadering worden bijeengeroepen, die dan geldig kan beraadslagen, onafhankelijk van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

HOOFDSTUK V - Raad van bestuur

Artikel 26 - Samenstelling

De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur samengesteld uit tenminste 3 leden, benoemd door de algemene vergadering.

De raad van bestuur bestaat uit een openbare en besloten kamer.

De openbare kamer is samengesteld uit leden van rechtswege, één lid per fractie van 3 raadsleden tellende, verkozen op dezelfde lijst, zoals verschenen tijdens de laatste verkiezingen.

De besloten kamer is samengesteld uit een maximum aantal van één lid minder dan het

aantal vertegenwoordigers van de openbare kamer.

Artikel 27

De bestuurders zijn vrij om op elk moment ontslag te nemen, via aangetekend schrijven aan de voorzitter van de algemene vergadering. Het ontslag is effectief na de benoeming van een opvolger door de algemene vergadering.

Artikel 28

In geval van een vacante plaats als bestuurder of controleur van de rekeningen, hebben de bestaande bestuurders en de controleurs van de rekeningen de macht om dit tijdelijk te overzien. In deze gevallen zal de algemene vergadering tijdens haar eerste vergadering volgend op deze coöptatie, overgaan tot de definitieve stemming voor de tijd die nodig is voor de voltooiing van het mandaat.

Artikel 29

De raad van bestuur zal onder zijn leden van de openbare kamer van de raad van bestuur een voorzitter aanduiden en onder zijn leden, een secretaris en een schatbewaarder.

Artikel 30 - Onbezoldigdheid van het mandaat

Het mandaat van bestuurder van de vereniging is gratis.

Artikel 31 - Vergaderingen

De raad van bestuur komt samen op vraag van de voorzitter, behoudens volmacht van deze bevoegdheid aan een ander lid.

Hij vergadert telkens als de vereniging het nodig acht.

Artikel 32

De oproeping moet gebeuren via mail minstens acht dagen voor de voorziene vergaderdatum. Zij vermeldt de dagorde. De oproepingsbrief kan eveneens, op vraag aan de voorzitter van de raad van bestuur, per gewone brief bezorgd worden. Het proces-verbaal van de vorige zitting wordt bij de oproeping gevoegd.

Artikel 33

De raad van bestuur kan geldig vergaderen wanneer de helft van de leden aanwezig is. Indien dit quorum niet wordt bereikt, wordt de raad van bestuur opnieuw bijeengeroepen binnen de acht dagen. Hij kan dan geldig beraadslagen, onafhankelijk van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Artikel 34

De beslissingen van de raad van bestuur worden bij eenvoudige meerderheid genomen, met de verplichting om de dubbele meerderheid van de twee kamers, openbaar en besloten, te hebben. In geval van verdeeldheid der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Artikel 35

De beslissingen van de raad van bestuur worden opgetekend in een register van processen-verbaal bewaard op de hoofdzetel. De processen-verbaal worden getekend door de voorzitter of de persoon die hem vervangt en een bestuurder. Het proces-verbaal wordt goedgekeurd tijdens de volgende vergadering.

Artikel 36 - Bevoegdheden

De raad van bestuur is bevoegd voor alle materies met betrekking tot het beleid van de vereniging.

Alles wat niet uitdrukkelijk is voorbehouden aan de algemene vergadering door de wet en de statuten valt onder zijn bevoegdheid.

Artikel 37 - Bureau

De raad van bestuur kan een bureau oprichten samengesteld uit een vice-voorzitter, een schatbewaarder en een secretaris. Hij kan eveneens een adjunct-secretaris en een adjunct-schatbewaarder aanduiden.

Het bureau wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur.

Artikel 38

De raad van bestuur deleert, onder zijn verantwoordelijkheid, aan het bureau het dagelijks bestuur van de vereniging, met gebruikmaking van de hiervoor noodzakelijke handtekeningen.

Hij kan eveneens bijzondere delegatie geven aan één of meerdere personen, al dan niet bestuurders, die of in eigen naam, of samen collegiaal handelen.

De beslissing tot delegeren dient beslist te worden met éénparigheid van stemmen der aanwezige of geldig vertegenwoordigde leden. Zij vermeldt de wijze van het uitoefenen van de gedelegeerde bevoegdheden. De bestuurders nemen collegiaal beslissingen, behoudens uitzonderlijke delegatie.

Artikel 39

Behoudens wettelijke of in de statuten voorziene uitzonderingen is de vereniging wettelijk vertegenwoordigd voor alle daden, of voor het gerecht, door de voorzitter. Als orgaan dient het zich tegenover derden niet te rechtvaardigen voor beslissingen genomen voorafgaandelijk aan een volmacht gegeven door de raad van bestuur.

Artikel 40

De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan met betrekking tot de engagementen van de vereniging. Tenzij in geval van bedrog of herhaalde fout, is hun verantwoordelijkheid beperkt tot de uitvoering van het mandaat dat ze verkregen en tot de fouten gemaakt uit hoofde van hun bestuur.

Artikel 41

Het ontslag of de herroeping van een bestuurder maakt een einde aan alle macht die aan deze gedelegeerd was door de raad van bestuur.

Artikel 42 - Permanente waarnemers

De permanente waarnemers worden uitgenodigd en zullen deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur met raadgevende stem.

Artikel 43 - Controle der rekeningen

Het beheer van de raad van bestuur wordt gecontroleerd door twee controleurs, benoemd door de algemene vergadering voor een periode van maximum één jaar. Deze benoeming kan hernieuwd worden.

De controleurs van de rekeningen hebben een onbeperkt recht tot controle en nazicht. Zij kunnen kennis nemen zonder het verplaatsen van alle verslagen van de vereniging. Zij zullen het resultaat van hun missie aan de algemene vergadering voorleggen met de voorstellen die zij geschikt achten.

HOOFDSTUK VI - Slotbepalingen

Artikel 44

Een huishoudelijk reglement kan door de raad van bestuur aan de algemene vergadering worden voorgesteld. Dit reglement zal onder andere de praktische bepalingen bevatten voor de benoeming van de leden van de besloten kamer van de algemene vergadering, voorzien volgens artikel 9.

HOOFDSTUK VI – Huishoudelijk Reglement

Artikel 45 - Wettelijke vermeldingen

Alle akten, documenten, aankondigingen, publicaties en andere stukken vanuit de vereniging zullen de naam van de vereniging, gevolgd door het indicatie "vzw" vermelden.

Artikel 46 - Sociaal dienstjaar

Het sociaal dienstjaar loopt gelijk met het kalenderjaar.

Artikel 47 - Ontbinding

In geval van ontbinding van de vereniging, zal de algemene vergadering één of meerdere vereffenaars aanstellen en hun bevoegdheden vastleggen.

Het nettoactief van de ontbonden vereniging zal overgedragen worden aan het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem en deze laatste wordt gelast met de aanwending voor activiteiten die overeenstemmen met het doel van de vereniging.

Artikel 48 - Toepasbare maatregelen

Alles wat niet uitdrukkelijk geregeld wordt door onderhavige statuten, wordt geregeld door de wet van 27 juni 1921 met betrekking tot de verenigingen zonder winstoogmerk en de uitvoeringsbesluiten tot uitvoering ervan.

Titel VII - Overgangsbepalingen

Artikel 49

Onmiddellijk na de oprichting van de vereniging en de aanvaarding van de huidige statuten, heeft de algemene vergadering tijdens de zitting van xxx beslist om te benoemen als bestuurders en overeenkomstig artikel 26 van de statuten, Dames, Heren:

Voor de besloten kamer

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

....

Voor de openbare kamer

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

Naam, voornaam, adres, geboortedatum

....

Artikel 50

*Verenigd op xxx heeft de raad van bestuur volgende personen benoemd:
xxx als voorzitter
xxx, als vice-voorzitter
xxx, als schatbewaarder
xxx, als secretaris"*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
22 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Luc Demullier.

07.12.2015/A/0002 Convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace Public (GNEP) lors d'évènements supra-zonaux en Région de Bruxelles-Capitale - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement l'article 117;
Vu l'article 7/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;
Vu l'Arrêté Royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;
Vu la Circulaire ministérielle du 26 octobre 2006 NPU-I relative aux plans d'urgence et d'intervention;
Considérant que les Bourgmestres des Communes de la Région Bruxelles-Capitale soutiennent la convention relative aux modalités de la coordination entre les autorités administratives, ainsi que la direction opérationnelle et la coordination des missions de police administrative dans le cadre de manifestations et/ou d'événements dont le déroulement touche le territoire de plus d'une zone de police de la Region de Bruxelles-Capitale;
Considérant que la convention stipule que les Bourgmestres des Communes concernées se concentrent sans tarder, dès l'annonce d'un événement ou d'une manifestation qui se déroule sur le territoire de plus d'une zone de police ou qui peut avoir des répercussions sur ce territoire, après avoir entendu l'avis commun des chefs de corps de police;
Considérant que de commun accord, les Bourgmestres concernés décident:

- d'autoriser, de tolérer ou d'interdire le déroulement de la manifestation ou de l'événement, chacun respectivement sur le territoire de sa Commune;
- des seuils de tolérance concrets et convertés liés à la manifestation ou à l'événement, qu'il soit autorisé, toléré ou interdit;
- de la philosophie de l'approche policière à adopter pour la gestion de l'événement;
- de désigner le chef de corps de la zone de police locale qui sera chargé de la coordination et de la direction opérationnelle des missions de police administrative;
- des conditions imposées à l'organisateur de l'événement pour en assurer le bon déroulement;
- de la nécessité éventuelle de prendre les arrêtés ou les ordonnances nécessaires à la gestion de l'événement;
- d'analyser l'opportunité de réunir la cellule de sécurité civile compétente, de

préparer et mettre en oeuvre les aspects qui concernent la planification d'urgence;

- d'une approche intégrée, avec les autres autorités administratives et judiciaires compétentes;
- de tout autre point devant être pris en considération pour la gestion sereine de l'événement;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

Article unique:

La convention entre les Bourgmestres de Berchem-Sainte-Agathe et les Communes de la Région Bruxelles-Capitale, qui suit ci-après, est approuvée:

"Convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace Public (G.N.E.P) lors d'événements supra-zonaux en région de Bruxelles-Capitale

Article 1

La présente convention a pour objet de régler les modalités de la coordination entre les autorités administratives, ainsi que la direction opérationnelle et la coordination des missions de police administrative dans le cadre de manifestations et ou d'événements dont le déroulement touche le territoire de plus d'une zone de police de la région de Bruxelles-Capitale.

Cette convention se base sur la Nouvelle Loi Communale et l'article 7/1 - 1° de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992.

Cette convention concerne la GESTION NEGOCIEE DE L'ESPACE PUBLIC dont la philosophie est reprise dans la CP 4 et son opérationnalisation décrite dans l'OOP 41, textes repris en annexe de la présente convention.

Elle est mise en oeuvre dans l'esprit de collaboration active et de bonne gouvernance.

Article 2

Dès l'annonce d'un événement ou d'une manifestation qui se déroule sur le territoire de plus d'une zone de police (ou qui peut avoir des répercussions sur ce territoire), les bourgmestres des communes concernées, après avoir entendu l'avis commun des chefs de corps des zones de police, se concertent sans tarder.

Sans porter préjudice aux principes de l'autonomie communale et à leurs prérogatives, ils prennent les mesures adéquates en vue d'une gestion globale et cohérente de l'événement. A cet effet, de commun accord ils décident:

- *D'autoriser, de tolérer ou d'interdire le déroulement de la manifestation ou de l'événement, chacun respectivement sur le territoire de sa commune*
- *Des seuils de tolérance concrets et concertés liés à la manifestation ou à l'événement, qu'il soit autorisé, toléré ou interdit*
- *De la philosophie de l'approche policière à adopter pour la gestion de l'événement.*
- *De désigner le chef de corps de la zone de police locale qui sera chargé de la coordination et de la direction opérationnelle des missions de police administrative (i), ci-dessous dénommé GOLD Commander. Il est admis que le chef de corps de la zone de police sur le territoire de laquelle se déroule*

l'événement principal, soit désigné à cette fin.

- *Des conditions imposées à l'organisateur de l'événement pour en assurer le bon déroulement.*
- *De la nécessité éventuelle de prendre les arrêtés ou les ordonnances nécessaires à la gestion de l'événement.*
- *D'analyser l'opportunité de réunir la cellule de sécurité civile compétente, de préparer et mettre en oeuvre les aspects qui concernent la planification d'urgence.*
- *D'une approche intégrée, avec les autres autorités administratives et judiciaires compétentes.*
- *De tout autre point devant être pris en considération pour la gestion sereine de l'événement.*

Il est opportun de fixer ces accords selon les principes contenus dans l'AR du 16 février 2006 sur la planification d'urgence et dans la NPU-1. Si, lors d'un événement, une situation inattendue prenant un caractère de situation d'urgence venait à se produire, la commutation vers la gestion de cette situation se déroulerait plus efficacement.

Certains événements pouvant avoir des implications directes sur les autres communes bruxelloises non directement concernées, ou en dehors de la région de Bruxelles Capitale, les Bourgmestres prendront ces paramètres en considération ainsi que l'impact supra régional de leurs décisions, dans leur réflexion concertée avec toute autorité administrative compétente.

Les Bourgmestres concernés déterminent quelle sera l'autorité administrative qui prendra les initiatives au sujet des réunions préparatoires de coordination. L'autorité désignée déterminera la forme de ces réunions.

Les Bourgmestres concernés participeront idéalement à ces réunions de coordination, ou se feront représenter. Toutefois si les Bourgmestres ne parviennent pas à conclure un accord sur les points qui précédent, le présent protocole ne sera pas d'application.

Article 3

Les zones de police et les services de la police fédérale concernés participent aux réunions préparatoires de coordination générale en présence de l'organisateur de l'événement, des représentants des autres disciplines (AR 26.02.2006) et des partenaires concernés, et recueillent tous les éléments essentiels d'information utiles à une bonne gestion de l'événement. Ils participent également aux réunions de coordination opérationnelle et au briefing Gold.

Le Gold Commander et les services de police analysent les risques liés au déroulement de la manifestation ou de l'événement, et fixent en collaboration avec le Directeur Coordinateur de Bruxelles les mesures policières et les dispositifs policiers à mettre en place pour en assurer un déroulement paisible. Ils prendront en compte les aspects concernant la planification d'urgence. Ces éléments d'analyse, tenant compte des seuils de tolérance de l'autorité et de ses décisions, seront traduits dans l'ordre d'opération général rédigé par le Gold Commander.

Les unités et services (Silver et Bronze) qui interviennent sous l'autorité du Gold Commander rédigeront à leur niveau un ordre d'opération cohérent avec les directives et missions du Gold Commander.

Au cours de la réunion préparatoire de coordination générale, le Gold Commander charge le conseiller en prévention de sa zone de police de réaliser l'analyse préalable de risques liés à la sécurité et au bien-être du personnel de police conformément aux obligations légales. Le conseiller en prévention effectue cette analyse de risques en

synergie avec tous les conseillers en prévention des autres zones de police et des services de la police fédérale concernés. Il sera destinataire de l'ordre d'opération Gold et des ordres d'opération Silver et Bronze. Les conclusions de cette analyse sont mentionnées dans l'ordre opérationnel général.

Un briefing général, préalable à la manifestation, sera organisé par le Gold Commander à destination de tous les services de police concernés, et des officiers SILVER et BRONZE. Tous les services policiers concernés sont tenus d'y être présents.

Article 4

Dans l'exercice de sa mission de coordination et de direction des missions de police administrative qui s'étendent sur le territoire de plusieurs zones de police, le Gold Commander travaille en étroite collaboration avec les chefs de corps des zones de police, leurs officiers de liaison au PC-GOLD et les responsables SILVER et BRONZE. Le Gold se fait assister sur le terrain par un GOLD-Minor. Celui-ci a autorité opérationnelle sur les unités engagées.

Les SILVER et les BRONZE ont respectivement une responsabilité opérationnelle et tactique.

Un centre de commandement et de coordination intégré dénommé PC GOLD est mis en place à l'occasion de la manifestation ou de l'événement, par Gold Commander. Des officiers de liaison des zones de police concernées, de la police fédérale, et des partenaires publics (SIAMU, Croix Rouge, sociétés de transport public.) peuvent y être détachés. Les Bourgmestres, les chefs de zone concernés et le Directeur Coordinateur de Bruxelles peuvent s'y réunir en cas de nécessité pour assurer la coordination stratégique de la manifestation ou de l'événement. Toute autre personne dont l'expertise pourrait être mise à profit dans la gestion de la manifestation ou de l'événement peut y être invitée par Gold Commander.

Les chefs de corps des autres zones de police concernées maintiennent des contacts étroits avec leur autorité administrative respective et avec GOLD.

Article 5

Dans le cadre de la gestion desdits événements planifiés, une structure de commandement est mise en place par le GOLD Commander. Cette structure en trois niveaux est calquée sur l'organisation des services de police du Plan d'Intervention Policier (P.I.P) en situation d'urgence. Elle se compose d'une structure stratégique (GOLD), d'une structure opérationnelle (GOLD MINOR et SILVER) et d'une structure tactique (BRONZE).

La structure stratégique est composée par GOLD Commander et, s'ils le souhaitent, les chefs des autres zones concernées par l'événement. Les autorités administratives y sont présentes si elles le souhaitent. Les représentants des autres disciplines, du Parquet, ou autre expert y sont présents si nécessaire.

Cette structure stratégique analyse les renseignements et les informations remontant notamment du terrain et détermine les mesures et moyens à mettre en œuvre pour la gestion sereine de l'événement.

Un GOLD MINOR est désigné par le GOLD. Si nécessaire, il a en charge la coordination opérationnelle de la mise en œuvre des décisions de GOLD Commander, et informe ce dernier en permanence de leur exécution. Les SILVER s'intègrent dans la structure de commandement du GOLD Commander.

Les SILVER accomplissent sur le terrain toutes les missions qui leur sont confiées par GOLD et GOLD Minor, préparent les hypothèses de travail et les font valider. Ils renseignent étroitement ceux-ci de leur exécution ainsi que des situations particulières pouvant influencer le déroulement paisible de la manifestation ou de l'événement. Ils

formulent le cas échéant des propositions pour pallier aux incidents ou pour assurer la sécurité de tiers ou du personnel policier engagé.

La structure tactique est chargée de la mise en œuvre concrète, sur le terrain, des missions de police en ligne ou en réserve. Les unités BRONZE s'intègrent dans la structure de commandement sous la direction des SILVER.

En cas de danger imminent ou de menace grave, pour lequel tout retard pourrait avoir des conséquences dommageables, GOLD MINOR ou les officiers SILVER prennent, les premières mesures proportionnées urgentes.

Ils en informeront directement GOLD Commander (cf.: Art 37 LFP et 416 CP).

Article 6

En cas d'événement ou de manifestation non-planifiée concernant plusieurs zones de police, le principe de désignation du GOLD reste inchangé. Les informations seront transmises immédiatement aux différents Bourgmestres concernés qui décideront de commun accord des mesures immédiates à mettre en place. La chaîne de commandement reste identique.

De même, quand un événement concerne également d'autres communes établies en dehors de la région de Bruxelles-Capitale, des conventions spécifiques peuvent être conclues entre les Bourgmestres des communes concernées, s'inspirant du schéma tel qu'articulé dans le cadre de la présente.

Les Bourgmestres peuvent renoncer à l'application de la présente convention et à y apporter toute modification jugée nécessaire, ou dans des cas particuliers convenir de nouvelles mesures temporaires appropriées.

La notion de direction opérationnelle implique, en vertu du présent protocole, que le Gold Commander met en œuvre les moyens disponibles et commande le personnel, indépendamment du fait que ceux-ci appartiennent à sa zone de police ou aient été mis à sa disposition sous forme de renfort.

Le niveau de commandement GOLD implique une responsabilité stratégique et globale qui s'opère en étroite conciliation avec les autorités, l'organisateur, le DirCo-pilote et les partenaires.

Le niveau de commandement SILVER est installé à partir du moment où une coordination opérationnelle entre différents services ou plusieurs unités Bronze s'impose.

Le niveau Bronze est le niveau de commandement tactique chargé de l'exécution concrète des missions de police."

Le Conseil approuve le projet de délibération.

22 votants : 22 votes positifs.

**Overeenkomst betreffende het Genegotieerd Beheer van de Publieke Ruimte
(GBPR) bij suprizonale evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest -
Goedkeuring**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet en meer in het bijzonder artikel 117;

Gezien artikel 7/1 van de Wet op het politieambt van 5 augustus 1992;

Gezien het Koninklijk Besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

Gezien de Ministeriële Omzendbrief NPU-1 van 26 oktober 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

Overwegende dat de Burgemeesters van de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een overeenkomst wensen te sluiten om de modaliteiten te regelen van de coördinatie tussen de bestuurlijke overheden van de verschillende Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de verschillende Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een overeenkomst wensen te sluiten om de modaliteiten te regelen van de coördinatie tussen de bestuurlijke overheden van de verschillende Gemeenten en om daarnaast ook de operationele leiding en de coördinatie van de opdrachten van bestuurlijke politie te regelen, in het kader van betogingen en/of evenementen, waarvan het verloop betrekking heeft op het grondgebied van meer dan één politiezone van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de overeenkomst stipuleert dat de Burgemeesters van de betrokken Gemeenten onverwijld overleg plegen bij het aankondigen van evenementen of betogingen die plaats vinden op het grondgebied van meer dan één politiezone of die repercussions kunnen hebben op meer dan één politiezone, na het gezamenlijk advies gehoord te hebben van de korpschefs van de politiezones;

Overwegende dat tijdens het overleg in onderling akkoord beslist wordt:

- om het verloop van de betoging of van het evenement toe te staan, te dulden of te verbieden, elk respectievelijk voor het grondgebied van zijn Gemeente;
- over de concrete en in overleg bepaalde tolerantiegrenzen met betrekking tot de betogingen of de evenementen, ongeacht of deze zijn toegestaan, geduld of verboden;
- over de filosofie van de politieaanpak die toegepast dient te worden voor het beheer van het evenement;
- om de korpschef van de lokale politiezone aan te wijzen die gelast zal zijn met de coördinatie en de operationele leiding van de opdrachten van bestuurlijke politie, hieronder genoemd GOLD Commander;
- over de voorwaarden die opgelegd worden aan de organisator van het evenement om het goede verloop ervan te garanderen;
- over de eventuele noodzaak om besluiten of verordeningen uit te vaardigen met het oog op het beheer van het evenement;
- om na te gaan of het opportuun is om de bevoegde civiele veiligheidscel bijeen te brengen en om de aspecten in verband met de noodplanning voor te bereiden en te implementeren;
- over een geïntegreerde aanpak, met de andere bevoegde overheden van de bestuurlijke en gerechtelijke politie;
- over elk ander punt dat in aanmerking genomen moet worden voor een sereen beheer van het evenement;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt:

Enig artikel:

De hierna volgende overeenkomst tussen de Burgemeesters van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt

goedgekeurd:

"Conventie betreffende het Genegotieerd Beheer van de Publieke Ruimte (G.B.P.R.) bij suprazonale evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"

Artikel 1

De huidige conventie heeft als voorwerp om de modaliteiten te regelen van de coördinatie tussen de bestuurlijke overheden, evenals de operationele leiding en de coördinatie van de opdrachten van bestuurlijke politie in het kader van betogingen en/of evenementen waarvan het verloop betrekking heeft op het grondgebied van meer dan één politiezone van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze conventie is gebaseerd op de Nieuwe Gemeentewet en artikel 7/1 – 1° van de Wet op het Politieambt van 5 augustus 1992.

Deze conventie betreft het GENEGOTIEERD BEHEER VAN DE PUBLIEKE RUIMTE, waarvan de filosofie beschreven is in de rondzendbrief CP 4 en de operationalisering ervan in de omzendbrief OOP 41. Deze teksten zijn als bijlage bij deze conventie gevoegd. Deze conventie wordt toegepast in een geest van actieve samenwerking en goed bestuur.

Artikel 2

Bij het aankondigen van evenementen of betogingen die plaatsvinden op het grondgebied van meer dan één politiezone (of die repercussies kunnen hebben op dit grondgebied), plegen de burgemeesters van de betrokken gemeenten onverwijld overleg, na het gezamenlijk advies gehoord te hebben van de korpschefs van de politiezones.

Zonder afbreuk te doen aan de principes van de gemeentelijke autonomie en hun prerogatieven, nemen zij gepaste maatregelen met het oog op een globaal en coherent beheer van het evenement. Te dien einde beslissen zij in onderling akkoord:

- *Om het verloop van de betoging of van het evenement toe te staan, te dulden of te verbieden, elk respectievelijk voor het grondgebied van zijn gemeente;*
- *Over de concrete en in overleg bepaalde tolerantiegrenzen met betrekking tot de betogingen of de evenementen , ongeacht of deze toegestaan, geduld of verboden zijn ;*
- *Over de filosofie van de politieaanpak die toegepast dient te worden voor het beheer van het evenement;*
- *Om de korpschef van de lokale politiezone aan te wijzen die belast zal zijn met de coördinatie en de operationele leiding van de opdrachten van bestuurlijke politie (i), hieronder genoemd GOLD Commander. Aangenomen wordt dat de korpschef van de politiezone op wiens grondgebied het hoofdevenement plaatsvindt daartoe aangesteld wordt;*
- *Over de voorwaarden die opgelegd worden aan de organisator van het evenement om het goede verloop ervan te garanderen;*
- *Over de eventuele noodzaak om besluiten of verordeningen uit te vaardigen met het oog op het beheer van het evenement;*
- *Om na te gaan of het opportuun is om de bevoegde civiele veiligheidscel bijeen te brengen en om de aspecten in verband met de noodplanning voor te bereiden en te implementeren;*
- *Over een geïntegreerde aanpak, met de andere bevoegde overheden van*

bestuurlijke en gerechtelijke politie;

- Over elk ander punt dat in aanmerking genomen moet worden voor een sereen beheer van het evenement.

Het is opportuun om deze akkoorden vast te stellen volgens de principes van het KB van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen en van de omzendbrief NPU-1. Indien er zich bij een evenement een onverwachte situatie voordoet die de vorm van een noodsituatie aanneemt, dan zou de omschakeling naar het beheer van deze situatie efficiënter verlopen.

Daar bepaalde evenementen rechtstreeks implicaties kunnen hebben op de andere Brusselse gemeenten die er niet direct bij betrokken zijn of buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zullen de burgemeesters deze parameters in overweging nemen, evenals de bovengewestelijke impact van hun beslissingen, in hun gezamenlijke reflectie met elke bevoegde bestuurlijke overheid.

De betrokken burgemeesters bepalen wie de bestuurlijke overheid zal zijn die de initiatieven zal nemen in het kader van de voorbereidende coördinatievergaderingen. De aangestelde overheid zal de vorm van deze vergaderingen bepalen. De betrokken burgemeesters nemen idealiter aan deze coördinatievergaderingen deel of laten zich vertegenwoordigen.

Als de burgemeesters er echter niet in slagen om een akkoord te sluiten over de bovenstaande punten, zal het huidige protocol niet van toepassing zijn.

Artikel 3

De politiezones en de betrokken diensten van de federale politie nemen deel aan de voorbereidende algemene coördinatievergaderingen in aanwezigheid van de organisator van het evenement, de vertegenwoordigers van de andere disciplines (KB van 16.02.2006) en de betrokken partners. Ze verzamelen alle essentiële elementen van informatie die nuttig zijn voor een goed beheer van het evenement. Ze nemen ook deel aan de operationele coördinatievergaderingen en aan de briefing Gold.

De Gold Commander en de politiediensten analyseren de risico's die gepaard gaan met het verloop van de betoging of van het evenement en in samenwerking met de directeur-coördinator van Brussel bepalen ze de politieke maatregelen en de politiedispositieven die ingezet moeten worden om een vreedzaam verloop te garanderen. Zij zullen rekening houden met de aspecten betreffende de noodplanning. Deze analyse-elementen zullen, rekening houdend met de tolerantiegrenzen van de overheid en haar beslissingen, vertaald worden in het algemene operatieorder dat door de Gold Commander opgesteld wordt.

De eenheden en diensten (Silver en Bronze) die optreden onder het gezag van de Gold Commander zullen op hun niveau een operatieorder opstellen dat in overeenstemming is met de richtlijnen en de opdrachten van de Gold Commander.

Tijdens de voorbereidende algemene coördinatievergadering zal de Gold Commander de preventieadviseur van zijn politiezone ermee belasten om de voorafgaande risicoanalyse inzake veiligheid en welzijn van het politiepersoneel uit te voeren conform de wettelijke verplichtingen. De preventieadviseur voert deze risicoanalyse uit in synergie met alle preventieadviseurs van de andere politiezones en van de betrokken diensten van de federale politie. Hij zal bestemming zijn van de operatieorder Gold en de operatieorders Silver en Bronze. De conclusies van deze analyse zijn vermeld in het algemene operatieorder.

Voorafgaand aan de betoging zal de Gold Commander een algemene briefing organiseren voor alle betrokken politiediensten en voor de officieren SILVER en BRONZE. Alle betrokken politiediensten dienen verplicht aanwezig te zijn.

Artikel 4

In de uitoefening van zijn opdracht met betrekking tot de coördinatie en de leiding van de opdrachten van bestuurlijke politie die gespreid zijn over het grondgebied van meerdere politiezones, werkt de Gold Commander nauw samen met de korpschefs van de politiezones, hun verbindingsofficieren bij de CP-GOLD en de verantwoordelijken SILVER en BRONZE. De Gold laat zich op het terrein bijstaan door een GOLD-Minor. Deze laatste oefent het operationele gezag uit over de ingezette eenheden. SILVER en BRONZE hebben respectievelijk een operationele en tactische verantwoordelijkheid.

Een geïntegreerd commando- en coördinatiecentrum "CP-GOLD" wordt naar aanleiding van de betoging of van het evenement opgericht door de Gold Commander. Verbindingsofficieren van de betrokken politiezones, van de federale politie en overheidspartners (DBDMH, Rode Kruis, openbare vervoermaatschappijen ...) kunnen naar dit centrum gedetacheerd worden. De burgemeesters, de betrokken zonechefs en de directeur-coördinator van Brussel kunnen er indien nodig vergaderen om in te staan voor de strategische coördinatie van de betoging of van het evenement. Elke andere persoon van wie de expertise benut zou kunnen worden voor het beheer van de betoging of van het evenement kan er uitgenodigd worden door de Gold Commander. De korpschefs van de anderen betrokken politiezones staan in nauw contact met hun respectieve bestuurlijke overheid en met GOLD.

Artikel 5

In het kader van het beheer van de voornoemde geplande evenementen wordt er een commandostructuur opgericht door de GOLD Commander. Deze structuur op drie niveaus is overgenomen van de organisatie van de politiediensten van het Politioneel Interventieplan (P.I.P.) in noodsituaties. Het gaat om een strategische structuur (GOLD), een operationele structuur (GOLD MINOR en SILVER) en een tactische structuur (BRONZE).

De strategische structuur bestaat uit de GOLD Commander en, indien zij dat wensen, de chefs van de andere zones die bij het evenement betrokken zijn. De bestuurlijke overheden zijn er aanwezig indien zij dat wensen. De vertegenwoordigers van de andere disciplines, het parket of eender welke andere deskundige zijn er aanwezig indien nodig.

Deze strategische structuur analyseert o.a. de van het terrein afkomstige inlichtingen en informatie en bepaalt de maatregelen en middelen die ingezet moeten worden voor een sereen beheer van het evenement.

Een GOLD MINOR wordt door de GOLD aangesteld. Indien nodig wordt hij belast met de operationele coördinatie van de implementatie van de beslissingen van de GOLD Commander en licht hij deze laatste permanent in over de uitvoering ervan. De SILVER's maken deel uit van de commandostructuur van de GOLD Commander.

De SILVER's vervullen op het terrein alle opdrachten die hen toevertrouwd worden door GOLD en GOLD Minor. Ze bereiden de werkhyptheses voor en doen ze valideren. Ze lichten GOLD en GOLD Minor nauwlettend in over de uitvoering ervan en over de bijzondere situaties die het vreedzame verloop van de betoging of van het evenement kunnen beïnvloeden. In voorkomend geval formuleren ze voorstellen om incidenten te verhelpen of om de veiligheid van derden of van het ingezette politiepersoneel te verzekeren.

De tactische structuur is belast met de concrete implementatie op het terrein van de opdrachten van politie in linie of in reverse. De BRONZE-eenheden staan in de commandostructuur onder de leiding van de SILVER's.

In geval van een imminent gevaar of een ernstige bedreiging, waarvoor elke vertraging

*schadelijke gevolgen zou kunnen hebben, nemen GOLD MINOR of de SILVER-officieren de eerste dringende proportionele maatregelen. Zij lichten onmiddellijk de GOLD Commander hierover in.
(cfr. Art. 37 WPA en 416 SW)*

Artikel 6

In geval van ongeplande evenementen of betogingen die op meerdere politiezones betrekking hebben, blijft het principe van aanstelling van de GOLD ongewijzigd. De informatie zal meteen overgemaakt worden aan de verscheidene betrokken burgemeesters, die in onderlinge overeenstemming zullen beslissen over de onmiddellijke maatregelen die getroffen moeten worden. De commandoketen blijft identiek.

Daarenboven, wanneer een evenement ook betrekking heeft op andere gemeenten buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kunnen er specifieke conventies gesloten worden tussen de burgemeesters van de betrokken gemeenten, met als model het schema zoals beschreven in de huidige conventie.

De burgemeesters kunnen afzien van de toepassing van de huidige conventie en elke wijziging aanbrengen die zij noodzakelijk achten, hetzij, in bijzondere gevallen, nieuwe gepaste tijdelijke maatregelen overeenkomen.

De notitie operationele leiding impliceert, krachtens huidig protocol, dat de Gold Commander de beschikbare middelen inzet en het personeel aanvoert, los van het feit dat zij deel uitmaken van zijn politiezone of ter beschikking gesteld werden onder de vorm van versterking.

Het commandoniveau GOLD impliceert een strategische en globale verantwoordelijkheid die in nauw overleg verloopt met de overheden, de organisator, de DirCo-piloot en de partners. Het commandoniveau SILVER wordt ingesteld vanaf het ogenblik dat een operationele coördinatie tussen verschillende diensten of meerdere Bronze-eenheden vereist is. Het Bronze-niveau is het tactische commandoniveau dat belast is met de concrete uitvoering van de politieopdrachten."

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

annexe+bijlage+1+circulaire+omzendbrief++CP4.pdf,

annexe+bijlage+2+circulaire+omzendbrief+OOP41.pdf,

convention+gestion+négociée+espace+public_FR-NL-2.pdf

Levée de la séance à 20:15

Opheffing van de zitting om 20:15

Par ordonnance / In opdracht :

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Philippe Rossignol

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,

Joël Riguelle